

Paris, le **12 DEC. 2025**

Le ministre de l'Intérieur
à
Monsieur le préfet de police
Mesdames et Messieurs les préfets
Messieurs les hauts-commissaires

Référence	NOR : INTP2534464J
Date de signature	12 DEC. 2025
Emetteur	Ministre de l'Intérieur
Objet	Instruction relative à la suspension des élections municipales partielles à partir du 15 décembre 2025 en vue du renouvellement général des conseils municipaux et communautaires (ou métropolitains) des 15 et 22 mars 2026
Commande	
Action(s) à réaliser	
Echéance	15 décembre 2025
Contact utile	Bureau des élections politiques : elections@interieur.gouv.fr
Nombre de pages et annexes	3 pages

Le renouvellement des conseils municipaux et communautaires aura lieu les dimanches 15 et 22 mars 2026¹. La présente instruction a pour objet de rappeler les cas dans lesquels il est possible ou nécessaire, à l'approche de ce renouvellement, de procéder à des élections municipales partielles.

Les modalités d'organisation des élections partielles sont prévues par la circulaire du 19 septembre 2016 relative à l'organisation des élections partielles. Les dispositions relatives aux élections municipales partielles introduites par la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité n'entrent en vigueur qu'à compter du renouvellement général des conseils municipaux et communautaires de mars 2026². En conséquence, elles ne sont pas applicables pendant la suspension des élections municipales partielles entre le 15 décembre 2025 et le 15 mars 2026.

1. Pour les conseils municipaux ayant perdu plus de la moitié de leurs membres ou comptant moins de quatre membres, il ne sera plus nécessaire d'organiser des élections partielles à partir du lundi 15 décembre 2025.

Les articles L. 258 et L. 270 du code électoral prévoient que, dans l'année qui précède le renouvellement général des conseillers municipaux, des élections municipales partielles ne doivent être organisées que lorsque le conseil municipal a perdu la moitié ou plus de ses membres, ou s'il compte moins de quatre membres. Il s'agit d'élections complémentaires³ au scrutin plurinominal dans les communes de moins de 1 000 habitants ou d'élections intégrales⁴ au scrutin de liste dans les communes de 1 000 habitants et plus.

Ces élections doivent être organisées dans un délai de trois mois à compter de la dernière vacance.

Par conséquent, à partir du 15 décembre 2025 inclus, il ne sera plus nécessaire d'organiser des élections municipales partielles si la dernière vacance intervient après cette date, dans la mesure où le renouvellement général du 15 mars 2026 interviendra avant l'expiration du délai légal de trois mois.

En revanche, si la vacance intervient avant le 15 décembre 2025, des élections doivent être organisées dans les conditions prévues par le code électoral.

2. Lorsque les faits susceptibles d'instituer une délégation spéciale interviennent à partir du 15 décembre 2025, il ne sera pas non plus nécessaire d'organiser des élections municipales partielles.

En cas de dissolution d'un conseil municipal, de démission de tous ses membres en exercice, d'impossibilité de constituer le conseil ou d'annulation de tout ou partie des élections⁵, une délégation spéciale est instituée et remplit les fonctions d'un conseil municipal. Si les faits justifiant l'institution d'une délégation spéciale sont antérieurs au 15 décembre 2025, une élection municipale partielle doit intervenir dans le délai de trois mois prévu par les articles L. 251, L. 258 et L. 270 du code électoral. En revanche, si ces faits sont intervenus à compter du 15 décembre 2025, il n'y aura pas lieu de procéder à une élection partielle et la délégation spéciale demeurera en fonction jusqu'au renouvellement général.

¹ Décret n° 2025-848 du 27 août 2025 fixant la date de renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers métropolitains de Lyon, des conseillers de Paris et des conseillers d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille et portant convocation des électeurs.

² Article 7 de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025.

³ Article L. 258 du code électoral.

⁴ Article L. 270 du code électoral.

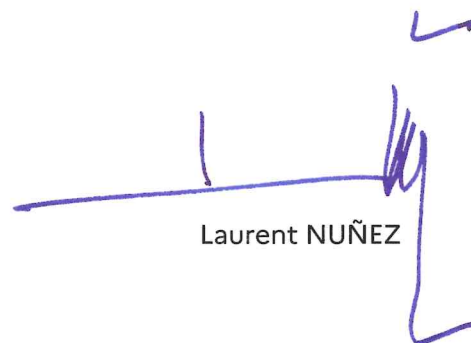
⁵ Articles L. 2121-35 et L. 2121-39 du code général des collectivités territoriales.

3. Vous apprécierez l'opportunité d'organiser des élections municipales partielles destinées à compléter le conseil municipal en vue de procéder à l'élection du maire ou des adjoints.

Lorsqu'une vacance du maire ou des adjoints intervient au cours de l'année précédant le renouvellement général des conseils municipaux, il n'est nécessaire de procéder à une élection pour compléter le conseil municipal que si celui-ci a perdu le tiers ou plus de ses membres ou s'il compte moins de quatre membres⁶. Ces élections partielles doivent être organisées dans les plus brefs délais, et en tout état de cause dans un délai maximal de trois mois à compter de la dernière vacance.

Par conséquent, il n'y aura pas lieu d'organiser des élections partielles destinées à compléter le conseil municipal en vue de procéder à l'élection du maire ou des adjoints si la dernière vacance intervient après le 15 décembre 2025, sauf si cela vous paraît indispensable.

A défaut d'élection municipale partielle et donc d'un conseil municipal comptant plus des deux tiers de ses membres ou comptant au moins quatre membres, il ne sera pas possible de procéder à l'élection du maire ou au remplacement des adjoints. Le maire sera alors provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par un adjoint dans l'ordre des nominations, et, à défaut, par un conseiller municipal désigné par le conseil, sinon pris dans l'ordre du tableau⁷. Le ou les sièges vacants des adjoints resteront vacants.



Laurent NUÑEZ

⁶ Article L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales.

⁷ Article L. 2122-17 du code général des collectivités territoriales.